

Santé et Affaires sociales / Visite des structures publiques

# Comment concilier rigueur et missions sociales ?

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

LE 1er vice-Premier ministre, en charge de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba, qu'accompagnait le ministre du Budget et des Comptes publics, Christian Magnagna, a visité, hier, une demi-douzaine de structures sanitaires et sociales de la capitale. But : « *toucher du doigt, et recueillir de vive voix* », les principales préoccupations de ces structures chargées de mettre en pratique le Pacte social prôné par le chef d'Etat, Ali Bongo Ondimba. Ils se sont rendus successivement à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale



Photo : F.B.E.M

Les deux membres du gouvernement à leur arrivée dans un des entrepôts de l'Office pharmaceutique national. Photo de droite : ici à la Cnamgs, ont tenu à rassurer de la volonté de l'Etat à tenir ses engagements malgré les difficultés financières.



Photo : F.B.E.M

(Cnamgs), au Centre de traitement ambulatoire (CTA), à l'Hôpital spécialisé de Nkembo, au Fonds national d'aide sociale (Fnas), à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), à l'Office pharmaceutique national (OPN) et au Cen-

tre hospitalier régional de l'Estuaire de Melen (Crhem). Des visites qui s'expliquent par le fait que le Gabon travers une période de récession économique, nombre de ces structures publiques éprouvent des difficultés à

jouir de l'entièreté de leurs budgets de fonctionnement. Toutes choses qui limitent leurs efficacités dans les missions de service public. Ce fut l'occasion pour les deux membres du gouvernement de rassurer les res-

ponsables de ces structures publiques quant à la volonté de l'Etat de s'acquitter de ces arriérés, en dépit de la conjoncture actuelle. Pragmatique, Paul Biyoghe Mba a rappelé que l'important, « *c'est comment mettre en place des*

*mécanismes fluides et flexibles de mouvements financiers, pour surtout faire en sorte que les Gabonais économiquement faibles puissent changer de statut et vaincre la pauvreté* », comme le veut, in fine, cette politique sociale. Christian Magnagna est allé dans le même sens, rassurant les uns et autres que « *(nous) sommes tous liés à la promotion de cette politique chère au chef de l'Etat et au gouvernement... En dépit des conjonctures, nous trouverons des solutions. Nous allons trouver un schéma qui soit facilement supportable par les caisses de l'Etat* », a-t-il dit. Soulignons que le 1er vice-Premier ministre a également mis à profit ces visites pour inspecter ces structures sanitaires et sociales placées sous son autorité.

## Violences basées sur le genre

# Les femmes demeurent les principales victimes

Prissilla MOUSSAVOU MOUITY  
Libreville/Gabon

Au cours d'un atelier ouvert hier par Célestine Ba Oguewa, ministre déléguée à la Santé, au Centre hospitalo-universitaire de Libreville (CHUL), les experts des questions de violences ainsi que les représentants d'Ong ont échangé sur la typologie des violences basées sur le genre (VBG) au Gabon, leurs causes et conséquences, ainsi que leurs prises en charge.



Photo : D.R

La ministre déléguée à la Santé, Célestine Ba Oguewa pendant son intervention.

UN atelier de validation des résultats de l'enquête nationale sur les Violences basées sur le genre (VBG) s'est tenu hier à Libreville. C'est la ministre déléguée à la Santé, Célestine Ba Oguewa, qui en a présidé les travaux, dans la salle multimédia du Centre hospitalo-universitaire (CHUL). Cet atelier soutenu par le Fonds des nations unies pour la population (UNFPA) et plusieurs Organisations non gouvernementales (Ong), avait pour but de présenter la version provisoire du rapport, pour adoption consensuelle, de l'analyse des résultats de la situation des violences basées sur le genre au Gabon. En clair, cette rencontre a permis aux experts de la question de classifier et d'évaluer l'ampleur du phénomène au sein de la société gabonaise. Les questions des violences basées sur le genre demeurent, en effet, préoccupantes. C'est un phénomène qui regroupe à la fois

les violences physiques, sexuelles, psychologiques, économiques, institutionnelles et touchent majoritairement les femmes. « *C'est un problème transversal qui touche aussi bien la santé, l'éducation, que l'intégrité physique et morale de l'être humain. La violence de genre représente le symbole le plus brutal de l'inégalité existant dans notre société. Ces violences sont, pour la plupart, exercées sur les femmes, en raison de leur simple condition de femmes, parce que leurs agresseurs considèrent qu'elles sont dépourvues des droits élémentaires* », a fait savoir Célestine Ba Oguewa. A partir des différents débats, l'on a pu comprendre que la forme de violence la plus récurrente est celle psychologique. « *L'étude de notre enquête nous révèle que 69% des violences sont d'ordre psychologique, que la violence physique représente plus de 58% des cas, celle économique est de 25% , enfin, la violence sexuelle atteint 19% des cas. Sans renier la violence subie par les hommes, on note avec effroi que les*



Photo : D.R

Un instantané des travaux de l'atelier.

femmes demeurent les principales victimes de violence, avec un taux de plus de 92%. En outre, ce phénomène est assez criard en milieu ur-

bain», révèle Nicole Nguema Metogo, expert genre et droits humains. Enfin, des manquements ont été enregistrés dans la



Photo : D.R

Des représentants du Système des Nations Unies (premier plan) ont pris part à la rencontre.

prise en charge médicale, judiciaire, psychologique (inexistante) des victimes de violences. Toutefois, les participants à l'atelier ont

émis plusieurs recommandations. Entre autres : l'adoption d'une loi spécifique au Gabon qui sanctionne ces violences.

## TOYOTA GABON

PIECES CERTIFIÉES D'ORIGINE

100%

TOYOTA

-20%

DE REMISE\*

du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2016

PROCHE DE VOUS

NZENG AYONG / Tél. : 01 20 87 11 - OLOUMI / Tél. : 06 22 05 70 - GESPARC (Port-Gentil) / Tél. : 01 55 02 40  
GESPARC (Franceville) / Tél. : 07 09 42 54

LES BOUTIQUES SONT OUVERTES EN SEMAINE DE 09H À 16H 30 ET LE SAMEDI DE 9H À 12H

\* valable sur les embrayages.

Photos non contractuelles, destinées à illustrer nos services. Les prix sont indiqués hors taxes et hors options. Les prix peuvent varier sans préavis.

TOYOTA GABON

BP 31 LIBREVILLE - T : (241) 05 22 05 59 - 06 22 05 70 - 01 79 26 90  
email : toyota.gabon@groupesocietec.com - www.toyotagabon.com

Nous construisons l'avenir